



Global organization of local governments
and civil society networks

Global Forum
for Social and Solidarity
Economy



Caisse
des Dépôts
GROUPE

POLITIQUES LOCALES D'ESS AU SERVICE DE LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE

UN RECUEIL INTERNATIONAL DE 17 WORKING PAPERS

GROUPE DE TRAVAIL RECHERCHE DU GSEF



WORKING PAPER

La finance solidaire comme politique publique pour la
démocratie économique : le cas des banques communautaires
et municipales au Brésil

Jeová TORRES SILVA JUNIOR, Ariadne SCALFONI RIGO (Brésil)

Les Politiques locales d'ESS au service de la transition socio-écologique rassemble dix-sept working papers répondant à un appel à contribution lancé par le groupe de travail « Recherche » du GSEF.

Provenant des quatre coins du monde, ces travaux dressent un panorama de différentes politiques publiques locales, directes et indirectes, de soutien à l'économie sociale et solidaire. Les échelles varient, allant, par exemple, de la petite municipalité (El Hoyo) à de plus grandes villes (Bordeaux, Grenoble, Montréal). Les textes identifient également des contextes où les politiques locales sont dérivées de politiques élaborées à des niveaux supérieurs, comme des politiques provinciales (Gangwon) ou nationales (Maroc, Haïti). Les exemples démontrent enfin la grande diversité de l'ESS, allant d'un festival culturel en région rural (Italie) aux banques communautaires et municipales (Brésil).

Ce recueil plurilingue regroupe des textes rédigés en anglais, en espagnol et en français, et met en avant les processus de (co-)construction des politiques locales à travers des expériences d'institutionnalisation de l'économie sociale et solidaire, qui relèvent tantôt d'une collaboration avec les acteurs de terrain, tantôt d'une appropriation politique.

Chaque working paper est disponible sur le site web du GSEF, dans sa version originale (anglais, français ou espagnol) et en anglais.

<https://gsef-net.org/en/local-sse-policies-collection>

Coordination

Timothée DUVERGER (Sciences Po Bordeaux)

Marguerite MENDELL (Karl Polanyi Institute)

Comité de lecture – Membres du GT Recherche du GSEF

Miguel BACIC (Universidade Estadual de Campinas)

Rafael CHAVES AVILA (Universitat de València)

Laurence KWARK (GSEF Advisory Committee)

Jean-Louis LAVILLE (Conservatoire National des Arts et Métiers)

Sarah MCKINLEY (Community Wealth Building Consultant)

Ruth MUÑOZ (Universidad Nacional de General Sarmiento)

Leandro PEREIRA MORAIS (Universidade Estadual Paulista)

Yvon POIRIER (RIPESS)

Marion POUZOULET (Sciences Po Bordeaux)

Denis STOKKINK (Pour la Solidarité)

Jeová TORRES SILVA JUNIOR (Universidade Federal do Cariri, Université de Poitiers)

Peter UTTING (UNRISD)

Ilcheong YI (UNRISD)

Secrétaire de rédaction

Guillaume WEBER (Université Bordeaux Montaigne / GSEF)

Publié par le **GSEF**, avec le soutien financier de la **Caisse des Dépôts**.

Les contenus de ces travaux de recherche n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

La finance solidaire comme politique publique pour la démocratie économique : le cas des banques communautaires et municipales au Brésil

Jeová TORRES SILVA JUNIOR

CEntre de REcherche en GEstion (CEREGE – UR 13564), Institut d'Administration des Entreprises (IAE), Université de Poitiers, France ; Laboratoire Interdisciplinaire d'Études en Gestion Sociale (LIEGS), Université Fédérale du Cariri (UFCA), Brésil

Ariádne SCALFONI RIGO

Laboratoire d'études eN Organisations d'Utilité Sociale (NOUS), Université Fédérale de Bahia (UFBA), Brésil

Introduction

Les banques communautaires de développement (BCD) font partie de l'économie solidaire au Brésil, en tant que structures de finance solidaire ancrées sur un territoire. Leur fonctionnement repose sur trois grandes directives : une gestion démocratique, des opérations financières qui intègrent les principes de la réciprocité et de la solidarité, et l'usage des innovations sociales, telles que les monnaies locales (en billet-papier ou numérique, à travers de l'application des BCD nommée *E-dinheiro*). Leur approche s'éloigne des principes classiques du marché en cherchant avant tout à servir des objectifs sociaux, en donnant la priorité aux dimensions sociale et politique sur la dimension économique (França Filho, Silva Junior et Rigo, 2012a).

Les BCD visent à placer la société et le territoire au cœur du développement, en mettant en place des services publics coconstruits qui répondent aux besoins sociétaux. Les BCD ont commencé à fonctionner en 1998 et, en 2024, elles sont 167 dans tout le pays (Rigo *et. al.*, 2024). Par rapport aux opérations financières des BCD au Brésil, 57,0 % réalisent des

concessions de microcrédit et 40,0 % utilisent de monnaies locales, mobilisant BRL¹ 1,1 Md par an (environ EUR² 169,2 M).

NOMBREUSES de ces BCD opèrent en conjonction avec les politiques publiques des gouvernements des États et des municipalités brésiliennes en matière de création d'emploi, de protection sociale, de transfert des revenus et d'accès au microcrédit. Au Brésil, certaines collectivités locales ont créé leur propre BCD, nommée banque municipale, avec monnaies locales afin de favoriser la circulation des richesses territoriales et de verser des allocations sociales aux familles démunies. Il y a actuellement plus d'une dizaine de villes dans le pays qui utilisent ces expériences de banque municipale pour stimuler le développement socio-économique local.

Ces banques municipales se fondent lourdement sur le modèle de fonctionnement des BCD. Par exemple, dans l'État de Rio de Janeiro, les collectivités locales des villes de Niterói et de Maricá avec leur banques municipales - Banque Arabibóia et Banque Mumbuca, respectivement - fournissent à l'économie locale, chaque mois, respectivement BRL 11,2 M et BRL 8,4 M (équivalent à EUR 1,7 M et EUR 1,3 M). Ces montants mensuels sont introduits par le biais des monnaies locales dans le cadre du versement d'un revenu de base à environ 20 % de leurs citoyens (Waltenberg *et al.*, 2021 ; Silva Junior et Rigo, 2022 ; Maricá, 2025).

Il ne s'agit que de deux exemples parmi les nombreuses BCD et banques municipales qui démontrent leur utilité sociale et leur importance dans la construction, l'offre et la gestion de solutions pour la démocratie économique (Dowbor, 2007). En plus, la numérisation des monnaies locales, qui a débuté en 2015 et a été consolidée par l'application *E-dinheiro* du Réseau brésilien de banques communautaires et municipales (RBBC), a également contribué de manière significative à la diffusion de ces structures de finance solidaire soutenues par les politiques publiques nationale (França Filho, Silva Junior et Rigo, 2012b) et municipales (Silva et Pereira, 2023).

Notre article vise à explorer des faits importants concernant les activités des BCD au cours de leur trajectoire, afin de revigorir et d'actualiser le rôle de ces structures de l'ESS dans leur relation avec le secteur public. La relation avec les collectivités locales a été marquée par des moments de soutien, de stimulation et de coopération, mais aussi par des conflits et des tentatives de cooptation par les gouvernements de la méthode particulière dont les BCD travaillent pour favoriser la justice sociale (Sen, 2010) et le bien vivre/*buen vivir* (Acosta, 2016) des territoires appauvris. Essayons donc de montrer comment ces différentes lignes d'action des collectivités locales au Brésil s'inscrivent dans les expériences de BCD et de banques municipales, qui naviguent entre les actes de reconnaissance, de coconstruction, d'adaptation, mais aussi des moments de rupture et d'appropriation.

¹ La norme ISO 4217 définit le BRL comme le code international de représentation des devises monétaires pour désigner la monnaie « Real brésilien (R\$) ».

² La norme ISO 4217 établit l'EUR comme le code international désignant la monnaie « Euro (€) ».

Cet article, par son caractère descriptif, les questions qu'il pose, et les discussions qu'il engendre, peut être considéré comme une étude exploratoire. Selon Hernández Sampieri, Fernández Collado et Baptista Lucio (2014), les études exploratoires permettent d'identifier des approches prometteuses et, en même temps, de préparer le terrain pour d'autres études approfondies à l'avenir. Les études exploratoires permettent des choix méthodologiques plus souples que les méthodes descriptives, corrélationnelles ou explicatives (Hernández Sampieri, Fernández Collado et Baptista Lucio, 2014).

Ce manuscrit se fonde essentiellement sur les informations issues d'une recherche que nous menons depuis 2022 : « Monnaie sociale et banques communautaires au Brésil : Potentialités et limites en tant qu'instruments de politique publique pour le développement des territoires », subventionnée par l'Agence brésilienne pour le développement scientifique et technologique (CNPq) du Ministère de la recherche, de la technologie, de l'innovation du Brésil (MCTI). La collecte des données s'est déroulée entre les mois d'avril 2022 et mars 2023. Les cas de la banque municipale « Araribóia » de Niterói et de la banque municipale « Mumbuca » de Maricá et leurs monnaies locales font l'objet de notre étude et de notre analyse.

Au-delà de la recherche documentaire menée, nous avons effectué des entretiens avec des acteurs clés du processus de création et de mise en œuvre de BCD au Brésil, en général, et des banques municipales dans les villes de Niterói et Maricá, en particulier. Les personnes interrogées étaient Joaquim Melo, l'un des coordinateurs de l'Institut *E-dinheiro* Brésil et du RBBC ; Marília Ortiz, adjointe à la trésorerie municipale (SMF) de la ville de Niterói ; Elton Teixeira, adjoint à la protection sociale et à l'économie solidaire (SMASES) de la ville de Niterói ; Danilo Pitarello, directeur de développement technologique et de l'innovation à la Compagnie pour le développement de Maricá (Codemar / Maricá) ; et Larissa Lamassa, conseillère à la Banque Mumbuca de Maricá.

Les résultats de la recherche révèlent que, en tant que structures de finance solidaire, les BCD et les banques municipales au Brésil offrent une bonne occasion d'analyser la nature des interactions avec les pouvoirs publics et les politiques de l'ESS. À travers une analyse comparative entre le cas des banques municipales à Niterói et à Maricá, les résultats montrent également que les collectivités locales peuvent être un allié porteur des BCD et jouer un rôle crucial dans l'émergence et le développement de ce type d'initiatives locales de finances solidaires.

Par contre, la comparaison des cas de la Banque Mumbuca à Maricá et de la Banque Araribóia à Niterói montre aussi qu'il y a un risque de réduire la force de l'engagement de la population locale si le pouvoir public est trop impliqué dans la gouvernance et la gestion de la banque. Avec cette perspective, la contribution de cet article est de montrer le rôle de ces structures de finance solidaire mises en place sur la base des politiques publiques pour l'inclusion socio-économique et la réduction de la pauvreté, contribuant ainsi à la justice sociale et à la démocratie économique.

1. Les banques communautaires et municipales brésiliennes : Origine et contexte actuel de la collaboration avec les collectivités locales

Les institutions de microfinance traditionnelles et les programmes gouvernementaux classiques de microcrédit n'ont pas réussi à atteindre efficacement les personnes les plus pauvres (Brau et Woller, 2004 ; Naqvi et De Guzmán, 2004). Cette situation et d'autres défis dans le domaine de la microfinance ouvrent la voie à des formes de microfinance plus solidaires, proches des demandes des territoires où elles opèrent et gérées par des structures locales. Dans cette optique, la finance solidaire (Ferraton et Vallat, 2011) représente un champ diversifié de méthodes et d'objectifs qui, en général, visent à démocratiser les ressources financières sur un territoire par le biais de la conception, de prise de décision et de la gestion collectives et partagées (França Filho, Silva Junior et Rigo, 2012b ; Rigo, 2020 ; Silva Junior et Rigo, 2023).

Au Brésil, comme le soulignent Silva (2020) et Silva Junior et Rigo (2022), le champ de la finance solidaire est composé de plusieurs types d'expériences, notamment : les fonds rotatifs solidaires (FRS), les coopératives de crédit solidaire (CCS), les groupes d'investissement collectif (GIC) et les BCD. Dans cet article, nous nous concentrerons sur les BCD, et son dérivé dans les banques municipales, en raison de leurs particularités par rapport aux autres organisations de finance solidaire.

Tout d'abord, les BCD sont les plus représentatives en termes quantitatifs par rapport aux autres expériences de finance solidaire dans le pays. À la fin de 2024, il y avait environ 167 BCD au Brésil. Deuxièmement, elles cherchent à réaffirmer un contre-mouvement économique au-delà du marché, en coconcevant et en coconstruisant des services financiers dans le but d'être socialement utiles et de générer des bénéfices sociétaux, au-delà de l'accent mis sur la viabilité économique.

Les BCD sont donc des structures de finance solidaire qui cherchent à promouvoir la justice sociale, l'émancipation politique, la démocratie économique et le bien vivre des territoires appauvris à travers l'articulation entre les acteurs locaux - autorités publiques, producteurs, fournisseurs, consommateurs et prestataires de services. Leurs opérations comprennent, en général, les composantes suivantes :

- a) l'offre de lignes de crédit adaptées aux demandes du territoire, principalement orientées vers la production et la consommation ;
- b) la création d'espaces démocratiques pour renforcer la discussion et la prise de décision qui rapprochent les gens et les responsabilisent dans la gestion et la gouvernance de la BCD ;
- c) l'élaboration de projets et l'établissement de partenariats associés à la demande locale ; et
- d) la création et l'utilisation d'innovations sociales, telles que la monnaie locale afin d'amplifier la circulation d'argent sur le territoire.

Parmi ces mécanismes qui caractérisent une BCD, la monnaie locale est la plus emblématique, notamment en raison du rôle symbolique et identitaire qu'elle joue dans le territoire qui la reconnaît comme exclusivement sienne (França Filho, Silva Junior et Rigo, 2012a). Au Brésil, les monnaies locales des BCD (Rigo 2020 ; Rigo et França Filho, 2017) sont utilisées par les habitants, les commerçants et les entrepreneurs locaux. L'objectif est d'augmenter le volume et la vitesse de circulation des ressources sur le territoire lorsqu'elles sont associées à des lignes de crédit mises à disposition en monnaie locale (en billet-papier ou numérique à travers de l'application *E-dinheiro*).

La Banque Palmas, créée en janvier 1998 par l'association des habitants du quartier de Conjunto Palmeiras (ville de Fortaleza, État du Ceará), est considérée comme la première BCD. Son objectif était de contribuer à la lutte contre la pauvreté, à l'augmentation des revenus et au financement de la production et de la consommation locales. La reconnaissance de la réalisation de cette mission a permis aux BCD de se propager dans le pays entre 2004 et 2015, avec le soutien des collectivités locales et du gouvernement fédéral brésilien, par des politiques publiques mises en œuvre au sein du Secrétariat national de l'économie solidaire (Senaes). Également, durant cette période, il a été possible de constituer officiellement le RBBC³.

De plus, les résultats mis en évidence par Rigo (2014 et 2020) et Rigo *et. al.* (2024) confirment le potentiel des BCD en tant qu'instruments des politiques publiques dans les territoires appauvris du pays. Les subventions publiques sont fondamentales pour renforcer l'impact des BCD. Tout au long de l'histoire des BCD, certains partenariats avec les collectivités locales ont été clés pour révéler les gains significatifs de l'alliance entre les municipalités et ces structures de finance solidaire.

Dans ces processus de mise en place des banques municipales et monnaies locales, chaque municipalité a établi une loi spécifique afin de permettre le fonctionnement de la banque et l'utilisation de leur monnaie. Le tableau 1 montre qu'à la fin de 2023, il y avait 15 cas de BCD - banque municipale promues par les municipalités au Brésil.

³ Le RBBC a été fondé en 2006 sous le nom de Réseau brésilien des banques communautaires, puis transformé en 2024 en Réseau brésilien des banques communautaires et municipales.

Tableau 1 : BCD et monnaies sociales municipales par la date de la réglementation

Ville / État	Nombre d'habitants	BCD - Banque municipale	Monnaie locale	Réglementation municipale
<i>São João do Arraial / Piauí</i>	8 443	Banque des Cocais	<i>Cocal</i>	Loi n° 112 / décembre 2007
<i>Silva Jardim / Rio de Janeiro</i>	22 026	Banque Capivari	<i>Capivari</i>	Loi n° 1502 / mai 2010
<i>Maricá / Rio de Janeiro</i>	211 986	Banque Mumbuca	<i>Mumbuca</i>	Loi n° 2448 / juin 2013
<i>Limoeiro de Anadia / Alagoas</i>	25 197	Banque Limoeiro de Anadia	<i>Free</i>	Loi n° 173 / avril 2019
<i>Lauro de Freitas / Bahia</i>	217 960	Banque Ipitanga	<i>Ipitanga</i>	Loi n° 1853 / décembre 2019
<i>Porciúncula / Rio de Janeiro</i>	17 832	Banque Porciúncula	<i>Elephantine</i>	Loi n° 2378 / juin 2021
<i>Itaboraí / Rio de Janeiro</i>	240 040	Banque Pedra Bonita	<i>Pedra Bonita</i>	Loi n° 2867 / avril 2021
<i>Cabo Frio / Rio de Janeiro</i>	238 166	Banco Itajurú	<i>Itajuru</i>	Loi n° 3286 / juillet 2021
<i>Niterói / Rio de Janeiro</i>	516 720	Banque Araribóia	<i>Araribóia</i>	Loi n° 3621 / juillet 2021
<i>Saquarema / Rio de Janeiro</i>	95 201	Banque Saquarema	<i>Saura</i>	Loi n° 2189 / Janvier 2022
<i>Indiaroba / Sergipe</i>	16 949	Banque Indiaroba	<i>Aratu</i>	Loi n° 645 / février 2022
<i>Iguaba Grande / Rio de Janeiro</i>	29 577	Agence Monnaie Sociale Caboclinho	<i>Caboclinho</i>	Loi n° 1403 / mars 2022
<i>Itanhandu / Minas Gerais</i>	15 684	Banque Itanhandu	<i>Tonites</i>	Loi n° 1494 / avril 2022
<i>Santiago / Rio Grande do Sul</i>	50 331	Banque Populaire de Santiago	<i>Pila Verde</i>	Loi n° 442 / janvier 2023
<i>Petrópolis / Rio de Janeiro</i>	294 983	Banque Populaire de Petrópolis	<i>Ipê Amarelo</i>	Loi n° 8494 / janvier 2023
<i>Macaé / Rio de Janeiro</i>	264 138	Banque Populaire de Macaíba	<i>Macaíba</i>	Loi n° 5075 / septembre 2023

Source : Rigo et Silva Junior (2022), Melo (2023) et le portail de l'IBGE sur les villes brésiliennes (2025).⁴

⁴ Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) : <https://www.ibge.gov.br/cidades-e-estados>.

La première expérience brésilienne de ce modèle est celle de la municipalité de São João do Arraial, État du Piauí. Après avoir pris conscience des capacités de la BCD, la mairie de la ville et une association locale ont inauguré la BCD Banque des Cocais en 2007 (Brasil, Marquesan et Mesquita, 2021). L'objectif était d'atténuer les effets de l'absence d'agence bancaire sur le territoire et de l'exclusion financière à laquelle leur population était confrontée. Au moment de la création de la Banque des Cocais, le conseil municipal a approuvé une loi autorisant la BCD à payer les fonctionnaires et à percevoir les taxes et amendes municipales par le biais de la monnaie locale *Cocais* (Borges, 2010).

Cependant, c'est l'expérience mise en œuvre six ans plus tard dans la ville de Maricá, l'État de Rio de Janeiro, qui présente une reformulation des BCD dans leur relation avec les politiques publiques. À partir de 2013, la mairie de Maricá a créé la Banque Mumbuca et a introduit une monnaie locale (la *Mumbuca*) sous la forme d'une carte de crédit. En 2015, une nouvelle étape a été franchie avec l'introduction de la monnaie *Mumbuca* à travers de l'application pour exploiter la première monnaie locale numérique du Brésil (Cernev et Proença, 2016). L'*E-dinheiro* a été introduite par le RBBC comme un système de paiement en monnaie locale numérique qui permet d'effectuer des achats aux commerces locaux, de payer les fournisseurs des services et d'effectuer des virements entre comptes.

Selon le coordinateur de l'Institut *E-dinheiro* Brésil, M. Joaquim Melo⁵, la plateforme développée pour fonctionner dans les smartphones permet d'élargir l'inclusion financière des personnes à faibles revenus ou non desservis par les banques commerciales. Ainsi, avec l'expérience réussie des *Mumbucas* numériques et de l'application *E-dinheiro*, le processus de ré-application de la méthodologie des BCD - banques municipales par le partenariat direct des collectivités locales est devenu une réalité dans le pays.

Dans ce contexte, en 2021, un nouveau cas singulier émerge, d'un gouvernement municipal qui institue une monnaie locale pour accroître la circulation des richesses sur le territoire et une BCD – banque municipale comme moyen d'organiser les producteurs, les consommateurs et les commerçants pour le renforcement de l'économie locale. Il s'agit de la ville de Niterói, également dans l'État de Rio de Janeiro, qui a créé la Banque Araribóia dans le cadre d'un projet de paiement des aides sociales en monnaie locale (également nommée *Araribóia*) au profit des familles de la ville en situation de plus grande vulnérabilité socio-économique.

Les cas des politiques publiques de finances solidaires de Niteroi et de Maricá sont au centre de l'analyse de cet article en raison des différences entre les deux modèles distincts de gouvernance établis, de la nature de la politique et du volume de ressources financières qu'ils mobilisent et suscitent une réflexion sur la forme de l'alliance entre les BCD et les collectivités locales. C'est ce que nous présenterons dans les prochaines sections.

⁵ Entretien réalisé le 13 avril 2022.

2. La municipalité de Maricá et la Banque Mumbuca : Une gestion de la politique publique partagée entre la mairie et l'association locale

La Banque Mumbuca a été fondée par loi du conseil municipal en 2013 en tant que BCD ayant pour rôle d'être la structure principale pour l'opération financière des programmes de revenu de base, d'allocation et d'aide socio-économiques de la mairie de Maricá. Le plus important des programmes institués a été le revenu citoyen de base. La monnaie locale *Mumbuca*, par la forme d'une carte bleue ou de l'*E-dinheiro*, a été utilisée comme moyen pour le transfert de revenus de la collectivité à la population.

Ces politiques sociales municipales sont assurées grâce aux ressources du Fonds Souverain de Maricá (FSM)⁶, dont les recettes proviennent principalement des royalties du pétrole (Tramansoli et Siqueira, 2024). Avec la découverte de nouveaux gisements et l'extraction de pétrole sur la côte de Maricá depuis le début des années 2010, le produit intérieur brut (PIB) de la ville a augmenté de 15 789 % en 20 ans, passant de BRL 512,0 M (environ EUR 78,8 M) à BRL 85,0 Md en 2021 (autour de EUR 13,1 Md), devenant ainsi la 8^e ville du pays en termes de PIB parmi les 5 571 municipalités brésiliennes (Ferreira, 2023).

Cette donnée est très significative, car Maricá n'est que la 154^e ville du Brésil en termes de population (environ 212 000 habitants). Cependant, sa position en termes de PIB place Maricá devant des métropoles brésiliennes beaucoup plus peuplées, telles que Fortaleza (4^e ville du pays en termes de population - 2,57 millions d'habitants - et 11^e au classement du PIB), Salvador de Bahia (5^e ville en population - 2,56 millions d'habitants - et 14^e PIB du pays) et Porto Alegre (11^e ville - 1,39 million d'habitants - et 9^e PIB du Brésil)⁷.

Maricá est ainsi devenue en 20 ans la ville qui perçoit le plus de royalties⁸ issues de cette activité dans le pays (Petrobras, 2025). Ces recettes générées par le pétrole constituent une source importante pour le budget municipal, qui vise à réduire les inégalités économiques, à garantir la justice sociale et à assurer un avenir meilleur à la population de Maricá. Selon une loi municipale de 2017, jusqu'à 15 % des recettes mensuelles provenant des royalties doivent être reversées au FSM. Le FSM a été institué par cette même loi dans le but de constituer une épargne et d'atténuer les effets de la volatilité des ressources pétrolières, de promouvoir des projets stratégiques, d'encourager la création de nouvelles sources de revenus, ainsi que de renforcer l'autonomie financière et la viabilité budgétaire de la municipalité (Maricá, 2019).

En juin 2025, le FSM gère BRL 2,0 Md (soit environ EUR 305,0 M) en épargne et BRL 540,0 M (environ EUR 83,0 M) en actifs investis dans la ville (FFSB, 2025). Ainsi, à partir

⁶ <https://fundosoberano.marica.rj.gov.br/>.

⁷ L'ensemble de données ont été récupérées du portail de l'IBGE sur les villes brésiliennes : <https://www.ibge.gov.br/cidades-e-estados>.

⁸ La loi fédérale brésilienne n° 12.734 du 30 novembre 2012 stipule que 3,5 % des recettes provenant du pétrole et du gaz sont reversées aux municipalités situées à proximité de la côte où se trouvent les champs d'exploitation ou les gazoducs : https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2011-2014/2012/lei/l12734.htm.

des ressources du FSM et du budget municipal, la mairie de Maricá alloue des fonds aux programmes de revenu de base de la ville. La mairie dépose le montant des prestations à la Banque Mumbuca et communique la liste des bénéficiaires à la banque afin qu'elle procède au paiement. La Banque Mumbuca émet la monnaie locale⁹ et conserve l'équivalent en BRL comme adossement pour les *Mumbucas*, conformément aux exigences de la Banque centrale du Brésil (Banco Mumbuca, 2023).

La population qui reçoit les prestations sociales et les revenus de base utilise la monnaie *Mumbuca* dans les magasins, auprès des producteurs et des prestataires de services locaux. L'utilisation des *Mumbucas* est limitée à la ville. Par l'intermédiaire de la Banque Mumbuca, la municipalité encourage l'expansion de la production et la circulation des richesses locales, dans le but de promouvoir le bien vivre endogène du territoire. Entre 2013 et 2017, le réseau de proximité mis en place par cette banque en partenariat avec la collectivité locale, qui relie les usagers des *Mumbucas* et les commerçants de Maricá, a bénéficié à 14 000 familles (Faria, *et al.*, 2020). Cela représente 26 % de la population de la ville qui ont accès à des ressources de l'ordre de BRL 86,7 M¹⁰ par an (en moyenne) provenant du budget municipal annuel consacré à ces programmes à travers la Banque Mumbuca.

À la fin de l'année 2017, la monnaie *Mumbuca* était majoritairement utilisée via l'application *E-dinheiro*. Les *Mumbucas*, par le biais de la plateforme *E-dinheiro*, ont été considérées comme un outil permettant d'améliorer la dynamique de paiement pour les personnes à faible revenu, car en incorporant la technologie de l'information elles augmentent leur circulation sur le territoire (Diniz, *et al.*, 2014 ; Gonzalez, *et al.*, 2020).

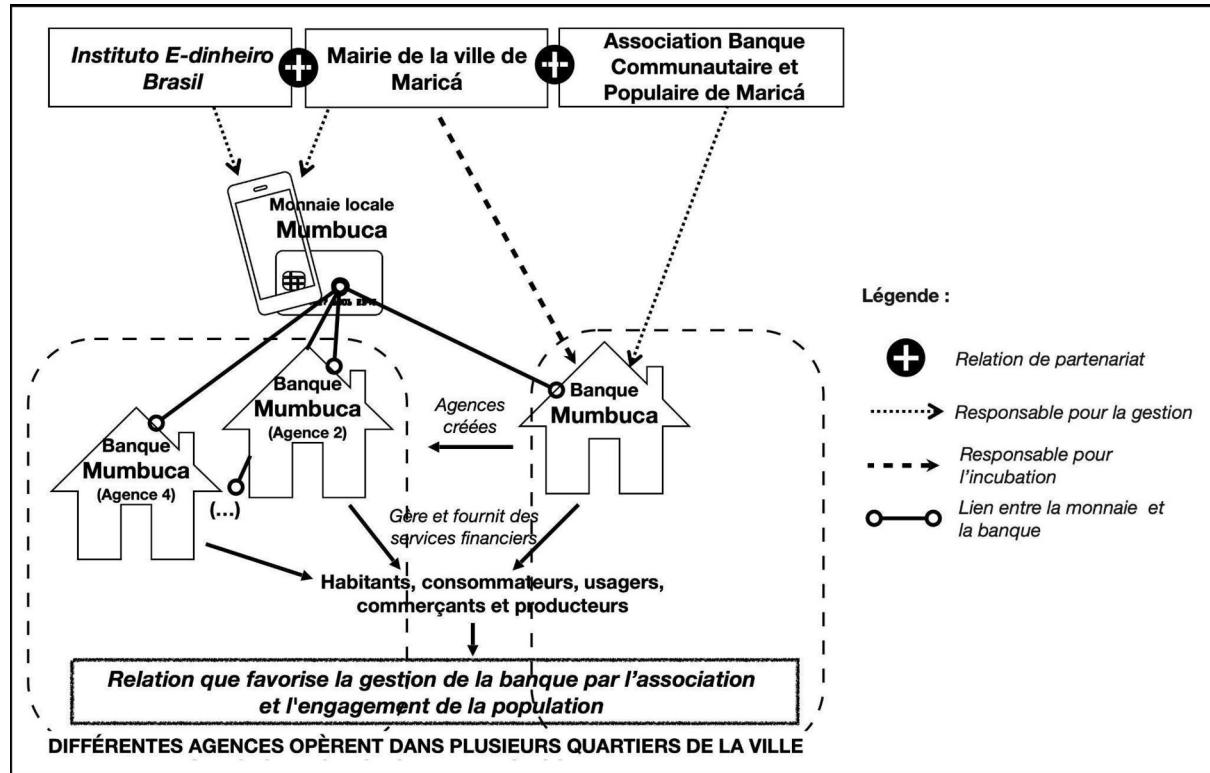
Dans cette application, une commission de 2 % est prélevée sur les transactions en *Mumbucas* et ce montant est reversé à la Banque Mumbuca. La garantie de ces ressources contribue à assurer un capital permanent à la banque, qui à son tour met ses services financiers à la disposition des citoyens de Maricá. La Banque Mumbuca propose trois types de lignes de microcrédit Mumbucred : pour les structures productives solidaires ; pour la rénovation de maison ; et pour le travailleur. La plupart de ces lignes de microcrédit ont des taux d'intérêt zéro et dépendent de la formation d'un groupe solidaire. Entre 2018 et 2021, ces lignes de crédit ont mobilisé BRL 17,0 M¹¹ (Banco Mumbuca, 2022).

⁹ Chaque unité monétaire *Mumbuca* a une parité d'un BRL.

¹⁰ Équivalent à environ EUR 15,8 M/an.

¹¹ Environ EUR 262,5 M.

Figure 1 : Relation entre l'association locale, la Banque Mumbuca et la mairie de Maricá



Source : Élaboré par les auteurs.

La figure 1 illustre le modèle de relation entre la Banque Mumbuca et l'autorité municipale. La Banque Mumbuca est gérée par l'Association banque communautaire et populaire de Maricá de manière autonome depuis 2017, dans une relation d'avantage réciproque avec la mairie, comme nous l'a appris Mme. Larissa Lamassa¹². Jusqu'à cette année-là, la banque fonctionnait au sein du Secrétariat municipal de l'économie solidaire. Selon Mme. Lamassa, lorsque l'association émerge, la Banque Mumbuca sort de la phase d'incubation et gagne en autonomie. Cela accélère l'intérêt de reprendre la gestion de la monnaie *Mumbuca* par la banque. À partir de 2020, l'association se rapproche de la municipalité pour mettre en œuvre les programmes d'allocation sociale, de soutien au travailleur et à l'entrepreneur pendant la crise Covid-19.

Pour Mme. Lamassa, il existe désormais un lien étroit entre l'association, la Banque Mumbuca et la mairie de Maricá. Cependant, la banque n'a pas encore pris en charge la gestion de la monnaie *Mumbuca*. D'après Mme. Lamassa, ce qui est attendu est que l'association prenne bientôt en charge la gestion de la monnaie dans le territoire et consolide cette relation d'alliance avec la collectivité locale.

¹² Entretien réalisé le 3 mars 2023.

3. La mairie de Niterói et la Banque Araribóia : Une relation où la BCD se subordonne au gouvernement municipal

La ville de Niterói est voisine de Maricá et a également bénéficié de la découverte de gisements pétroliers dans le même bassin côtier au milieu des années 2000. En conséquence, Niterói a connu une croissance de son PIB multiplié par 12 en deux décennies, passant de BRL 5,4 Md (autour de EUR 840,0 M) en 2002 à BRL 66,3 Md (environ EUR 10,2 M) en 2021. Cela a fait de Niterói la 13^e ville du pays en termes de PIB (Ferreira, 2023), alors qu'elle n'est que la 44^e ville du Brésil en termes de population¹³. En 2025, juste derrière Maricá, Niterói est la deuxième municipalité du pays qui perçoit le plus de royalties et autres revenus provenant de l'extraction pétrolière (Petrobras, 2025).

De son côté, la ville de Niterói a également décidé de créer un fonds pour assurer l'avenir de ses politiques, lorsque les recettes pétrolières commenceront à diminuer et à avoir un impact sur le budget et la continuité des actions stratégiques de développement de la municipalité (Tramansoli et Siqueira, 2024). Ainsi, en 2019, une loi municipale a créé le Fonds de Régulation des Recettes (FER)¹⁴.

La composition du FER de la ville de Niterói provient de différentes sources de revenus. La principale source est constituée de 10 % de chaque transfert des ressources provenant de la Participation Spéciale, un autre type de revenu provenant du pétrole, différent des royalties. La Participation Spéciale est une compensation financière extraordinaire due par les concessionnaires d'exploitation et de production de pétrole ou de gaz, pour les gisements à fort volume de production, au gouvernement fédéral¹⁵, aux États et aux municipalités. Un pourcentage réglementé par une loi fédérale est versé trimestriellement aux municipalités telles que Niterói qui ont des volumes de production importants.

En juin 2025, le FER disposait d'une réserve¹⁶ de BRL 1,39 Md (environ EUR 214,0 M). Les ressources du FER sont utilisées depuis 2021 pour garantir une épargne à Niterói et investir dans la ville afin de promouvoir la justice intergénérationnelle, de se préparer à la volatilité et à l'instabilité des flux de recettes provenant des indemnités pour l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, et de financer des politiques et des programmes visant à lutter contre les inégalités socio-économiques (Niterói, 2019).

Concernant la mise en œuvre de ce dernier objectif du FER, en 2021, la ville de Niterói a créé la monnaie sociale *Araribóia* et a établi des partenariats pour gérer les BCD de la municipalité par une loi municipale. La mairie de Niterói a formé un groupe de travail composé par la

¹³ Données obtenues sur le portail de l'IBGE des villes brésiliennes : <https://www.ibge.gov.br/cidades-e-estados>.

¹⁴ <https://www.niteroidofuturo.niteroi.rj.gov.br/>.

¹⁵ Loi fédérale brésilienne n° 12.734 du 30 novembre 2012 qui détermine les règles de répartition des royalties et de la participation spéciale dues au titre de l'exploitation du pétrole, du gaz naturel et d'autres hydrocarbures fluides : https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2011-2014/2012/lei/l12734.htm.

¹⁶ <https://www.niteroidofuturo.niteroi.rj.gov.br/>.

mission protection sociale et l'économie solidaire de la ville (SMASES), la trésorerie municipale (SMF), l'Institut *E-dinheiro* Brésil et des chercheurs universitaires afin de planifier l'introduction de la monnaie sociale *Araribóia* dans la ville. Selon l'adjointe responsable de la SMASES, M. Elton Teixeira¹⁷, la collectivité locale a mené une série d'actions pendant la pandémie du Covid-19 visant à garantir les revenus de la population, comme le Revenu de base temporaire (RBT).

Dès la fin de l'année 2021 et tout au long de l'année 2022, la ville de Niterói a versé, par le biais de la monnaie locale *Araribóia*, le RBT à environ 50 % de ses citoyens, ce qui représente une insertion de BRL 134,4 M (équivalent à EUR 24,4 M) dans l'économie locale (Rigo et Silva Junior, 2022). Contrairement à Maricá où la circulation de la monnaie locale *Mumbuca* a commencé dans un seul quartier avant de s'étendre à toute la ville, la circulation de la monnaie *Araribóia* à Niterói a ciblé dès le départ ses 516 000 habitants. Une population trois fois plus importante que celle de Maricá.

La mairie de Niterói avait l'intention d'utiliser la monnaie locale comme moyen de paiement pour le programme de Revenu de base permanent qui remplacerait le RBT, mis en œuvre en 2020 au début de la crise sanitaire. Entre septembre et décembre 2021, environ 4 000 commerçants et prestataires de services ont été enregistrés pour recevoir la monnaie *Araribóia* de la part des bénéficiaires du nouveau programme de revenu de base permanent, comme l'a souligné Mme Marília Ortiz¹⁸.

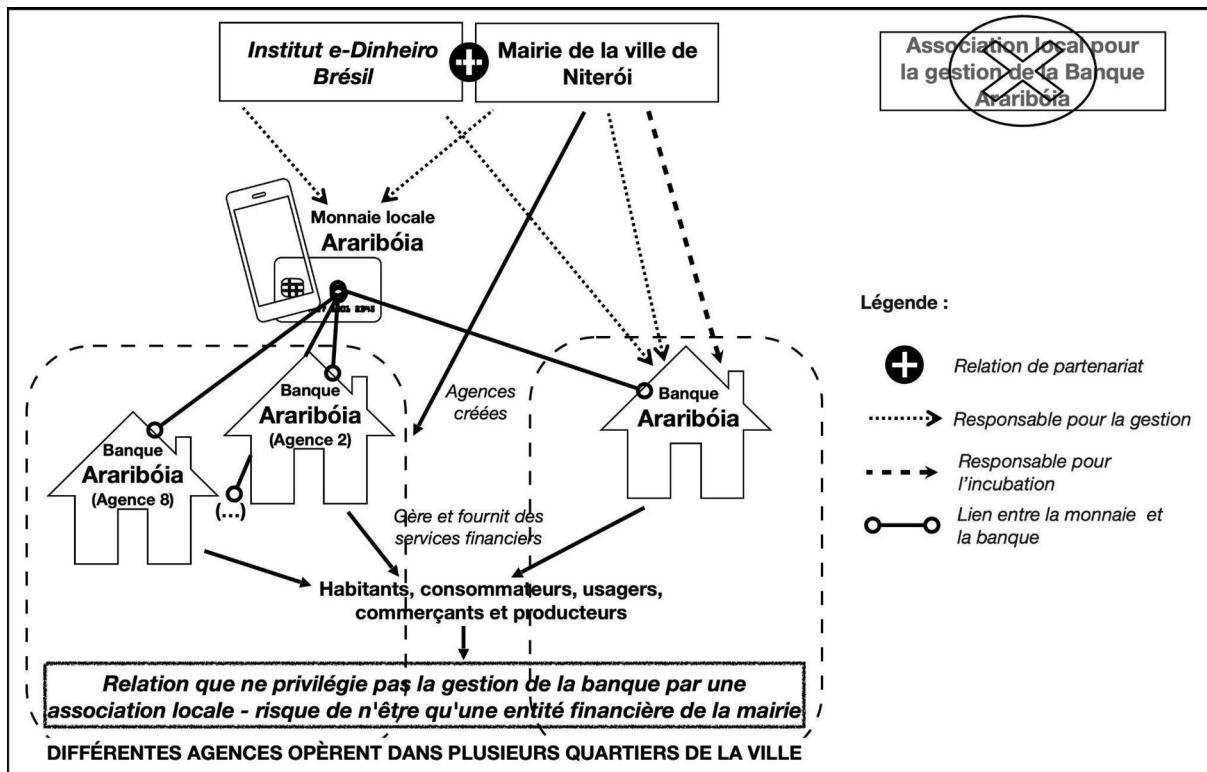
Avec ce programme de revenu de base permanent, la ville a maintenu un volume important de ressources financières versé sur le territoire, transférant BRL 500,00 (environ EUR 76,00) par mois à 50 000 familles de Niterói entre mars 2020 et décembre 2021 (Rigo et Silva Junior, 2022). Selon M. Teixeira, entre janvier et juin 2022, BRL 56,0 M (environ EUR 10,2 M) ont été dépensés en monnaie *Araribóia* dans les commerces de Niterói par les familles bénéficiant des programmes de transfert de revenus. Cela représente environ 730 000 transactions en monnaie *Araribóia*, avec un fort effet multiplicateur sur la circulation de la monnaie. M. Teixeira a expliqué que Niterói dispose d'un mouvement associatif très fort, très puissant, qui entretient des relations très directes et actives avec le gouvernement local.

Cependant, nous avons constaté que la mairie n'a pas profité de ce mouvement associatif lors de la création et de la gestion de la Banque Araribóia. Par exemple, la Banque Araribóia est gérée par l'Institut *E-dinheiro* Brésil, une organisation nationale, et non directement une association ou une structure de la société civile locale. Contrairement à ce que nous avons observé à Maricá, la Banque Araribóia n'est traitée que comme une politique du pouvoir public municipal qui gère et contrôle la banque et la monnaie locale avec l'Institut *E-dinheiro* Brésil, privant ainsi les associations locales de leur gestion, comme le précise la figure 2.

¹⁷ Entretien réalisé le 20 avril 2022.

¹⁸ Entretien réalisé le 20 avril 2022.

Figure 2 : Relation entre la Banque Araribóia et la mairie de Niterói sans une association locale



Source : Élaboré par les auteurs.

Un autre facteur de désengagement d'une relation d'alliance provoquée par la collectivité locale est l'aspect de la perte d'identité du territoire avec la banque et la monnaie locale. À l'origine, les BCD sont étroitement liés à une forte notion d'appartenance et à la mise en valeur des éléments propres à la culture et à l'identité du territoire, qui se traduit par l'appropriation du BCD par la population locale et par le choix du nom de la BCD et de la monnaie. Cela s'explique principalement par le fait que chaque BCD a un territoire d'action plus restreint, ce qui limite la circulation de la monnaie locale et la gestion de la banque à une association du territoire.

Dans le cas de Niterói, la Banque Araribóia n'a pas qu'un siège et n'appartient pas à un seul quartier, elle a plusieurs agences réparties dans toute la ville. De plus, les agences sont installées dans des bâtiments qui abritent les services de la mairie dans les quartiers. Par exemple, la huitième agence de la Banque Araribóia a ouvert ses portes, en février 2023, dans un Centre d'Action Sociale (CAS) de la ville de Niterói. Cette agence porte le même nom générique de Banque Araribóia que les sept autres, qui sont situées dans différents quartiers de la ville et dont l'équipe de direction est composée principalement d'employés de la mairie.

Conclusion

Cet article contribue à ouvrir une discussion sur la politique publique de BCD et banques municipales au Brésil, les caractéristiques de leur pratique et de leur modèle de fonctionnement vis-à-vis les pouvoirs publics. Il vise également à contribuer au débat sur la place et le rôle des collectivités locales lorsqu'elles sont impliquées dans les politiques publiques d'ESS destinées à des projets de ce type.

En effet, les BCD et les banques municipales sont des activités économiques caractérisées par la coconception et la coconstruction de services publics qui offrent une bonne occasion d'analyser les interactions avec les acteurs publics. L'adhésion des BCD et des banques municipales à la RBBC, bien qu'à différents stades de fonctionnement et que certains aient suspendu leurs activités, contribue à l'échange d'expériences et de connaissances, à l'articulation des ressources et au renforcement des partenariats entre le réseau et les entités d'appui, d'incubation, de formation et financement, ainsi qu'aux partenariats avec le pouvoir public lui-même (Rigo, *et. al.*, 2024).

Concrètement, l'analyse comparative des deux cas montre que les collectivités locales peuvent être des alliés des BCD et jouer un rôle important dans la création et le développement des structures de finances solidaires. En même temps, la comparaison entre les deux cas suggère qu'il y a le danger de limiter la force de l'implication de la communauté locale si le gouvernement municipal est trop engagé dans le contrôle et la gestion de la structure de finance solidaire.

Ainsi, la municipalité de Maricá a pu établir une relation de coopération avec l'association de gestion de la Banque Mumbuca. La force de la politique est soutenue par la garantie des ressources apportées par la mairie à travers le budget municipal et la diffusion des aides socio-économiques à travers la monnaie locale *Mumbuca*. Malgré cet énorme impact, la collectivité locale n'interfère pas dans la gouvernance de la Banque Mumbuca, mais la gestion de la monnaie locale reste sous son contrôle.

Dans le cas de Niterói, la monnaie locale a été utilisée pour fournir un revenu de base aux citoyens. Bien qu'il y ait eu un fort mouvement associatif dans la ville, la mairie n'en a pas profité. La répartition de la Banque Araribóia en huit agences à travers la ville n'était pas favorable à la gestion par une association. La mairie de Niterói a ainsi maillé le territoire et a promu l'image de la Banque Araribóia en tant que banque municipale.

Dans ce cas, la banque court les risques de perdre son identité territoriale et d'avoir une relation avec une implication moindre des citoyens de chaque quartier. L'accent mis sur la gestion de la BCD par la collectivité locale favorise un processus dans lequel la Banque Araribóia ne se configure non pas comme le prévoyaient les caractéristiques fondatrices des BCD, mais pratiquement comme une institution financière au sein de la structure de la collectivité locale. La BCD se distingue par le fait qu'elle est créée à partir de l'intérêt et de l'engagement de la communauté locale, sans participation directe des pouvoirs publics. À leur tour, les versions municipales des banques communautaires, quant à elles, sont généralement

créées par les gouvernements locaux, par le biais d'une loi municipale, sans implication directe de la communauté dans la gestion de la banque.

Pour finir, cette analyse comparative nous apprend qu'il y a un équilibre à maintenir entre les associations locales et la mairie afin de donner plus d'engagement aux habitants et à la gouvernance par les citoyens. À cet égard, les collectivités locales sont assurément des alliés essentiels à la réussite de la banque et de la monnaie locale. Cependant, la tentation pour les collectivités locales de prendre le contrôle de la BCD est un risque qu'il convient d'aborder et de prévenir afin de renouveler et de démocratiser l'action publique.

Même si les municipalités peuvent s'impliquer fortement dans la coconception des services publics avec les organisations de la société civile, les BCD doivent conserver un certain niveau d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics locaux et faire vivre leur propre gouvernance démocratique. Les conditions de cette autonomie et de cette coopération peuvent être définies dans le cadre de processus coconstruits par les autorités municipales et les populations des territoires où sont implantées les agences des banques municipales.

La politique publique des BCD et banques municipales, insérées dans le champ de la finance solidaire, doit donc permettre à la population locale d'avoir accès au crédit, à la monnaie locale, au revenu de base et aux marchés locaux de production et de consommation, mais également de participer à la gestion de la banque. C'est la conception d'une démocratie économique et politique qui prédomine, où chacun doit être inclus dans le système.

Références

- Acosta, A. (2016). Le bien vivre comme alternative au développement. Dans J.-L. Laville et J.-L. Coraggio (eds.). *Les gauches du XXIe siècle: un dialogue Nord-Sud*. Bordeaux, Le Bord de l'Eau. (Collection Diagnostics).
- Banco Mumbuca. (2022). *Balanço das operações de microcrédito 2018-2021*. v.1 (Especial). Maricá: Banco Mumbuca.
- Banco Mumbuca. (2023). *Special Yearbook 2013-2023*. n.1. Maricá, Banco Mumbuca.
- Borges, A. (2010). Banco dos Cocais : uma experiência inovadora de bancos comunitários. Dans L. Morais et A. Borges (eds.). *Novos paradigmas de produção e consumo : experiências inovadoras* (pp. 295-341). São Paulo, Instituto Polis.
- Brasil, K. R. C., Marquesan, F. F. S., et Mesquita, R. F. (2021). Women's solidarity initiatives : the experience of a community development bank, *Rev. Adm. UFSM*, 14(2), 443-457. <https://doi.org/10.5902/1983465945273>

- Brau, J. C. et Woller, G. M. (2004). Microfinance : a comprehensive review of the existing literature, *Journal of Entrepreneurial Finance and Business Ventures*, 9(1), 1-28. <https://doi.org/10.57229/2373-1761.1074>
- Cernev, A. K., et Diniz, E. H. (2020). Palmas to E-dinheiro ! Clapping the digital evolution of a local social currency, *Journal of Contemporary Management*, 24(5), 487-506. <https://doi.org/10.1590/1982-7849rac2020190390>
- Dowbor, L. (2007). *Democracia econômica: Um passeio pelas teorias*. Fortaleza, Banco do Nordeste do Brasil.
- Diniz, E. H., Alves, M. A., Cernev, A. K., et Nascimento, E. (2014). Digital social money implementation by grassroots organizations : combining bottom-up and top-down strategies for social innovations, In Proceedings of the 30th EGOS Colloquium, *EGOS (July 3-5, 2014) - Reimagining, rethinking, reshaping : organizational scholarship in unsettled times*, Rotterdam School of Management - Erasmus University, Rotterdam, The Netherlands. <https://ssrn.com/abstract=2924690>
- Faria, L., Severo, F., Cukierman, H., et Diniz, E. H. (2020). Mumbuca E-dinheiro and the challenges of a digital community currency governance : requirements, codes and data, *International Journal of Community Currency Research - IJCCR*, 24(Summer 2020), 77-88. <http://dx.doi.org/10.15133/j.ijccr.2020.013>
- Ferraton, C., et Vallat, D. (2011). Un avatar de la finance solidaire : vers un modèle d'entrepreneur collectif ?, *Revue Française de Socio-Économie*, 7, 67-81. <https://doi.org/10.3917/rfse.007.0067>
- Ferreira, I. (2023). *PIB dos municípios mostra que economia do país continuou a se desconcentrar em 2021*, Agência IBGE Notícias. 15 décembre 2023. <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-noticias/2012-agencia-de-noticias/noticias/38683-pib-dos-municipios-mostra-que-economia-do-pais-continuou-a-se-desconcentrar-em-2021>
- Fórum de Fundos Soberanos Brasileiros - FFSB. (2025). *Fundo soberano de Maricá (FSM)*. <https://fundos-soberanos.org.br/membros/municipio-de-marica/>
- França Filho, G. C., Silva Junior, J. T., et Rigo, A. S. (2012a). L'enjeu de l'usage des monnaies sociales dans les banques communautaires de développement au Brésil, *Revue Internationale de l'Économie Sociale*, (324), 70-86. <https://doi.org/10.7202/1017778ar>
- França Filho, G. C., Silva Júnior, J. T., et Rigo, A. S. (2012b). Microcredit policies in Brazil: An analysis of community development banks. Dans I. Hillenkamp, F. Lapeyre et A. Lemaître (eds.). *Securing livelihoods - Informal economy practices and institutions* (pp. 115-131). Oxford, Oxford University Press.
- Gonzalez, L., Cernev, A. K., Araujo, M. H., et Diniz, E. H. (2020). Complementary digital currencies and public policy during the Covid-19 crisis, *Journal of Public Administration*, 54 (4), 1146-1160. <https://doi.org/10.1590/0034-761220200234>

- Hernández Sampieri, R., Fernández Collado, C., et Baptista Lucio, P. (2014), *Metodología de la investigación*. Ciudad de Mexico - DF, McGraw-Hill / Interamericana Editores.
- Maricá. (2019). Lei nº 2.902 de 03 de dezembro de 2019 : Dispõe sobre a criação do fundo soberano de Maricá (FSM). *Journal Officiel de Maricá*, 10 (1011), p.4. <http://fundosoberano.marica.rj.gov.br/jom-no-1011-de-09-de-dezembro-de-2019-pagina-04-e-05-lei-no-2902-2019/>.
- Maricá (2025). Renda Básica da Cidadania. <https://www.marica.rj.gov.br/programa/renda-basica-de-cidadania/>
- Melo, J. (2023). *As moedas sociais do Brasil : do Palmacard ao E-dinheiro. Rede de bancos comunitários*. Fortaleza, Arte Visual Gráfica e Editora.
- Naqvi, F., et De Guzmán, G. F. (2004). Microfinance in focus, *GV-Executivo*, 2(4), 25-29. <https://doi.org/10.12660/gvexec.v2n4.2004.34984>
- Niterói. (2019). Decreto nº 13.215 de 29 de março de 2019 : Regulamenta o Fundo de Equalização de Receitas do Município de Niterói (FER). <https://leismunicipais.com.br/a/rj/n/niteroi/decreto/2019/1322/13215/decreto-n-13215-2019-regulamenta-o-fundo-de-equalizacao-de-receitas-do-municipio-de-niteroi-fer-criado-pelo-art-149-a-da-lei-organica-do-municipio-de-niteroi-emenda-a-lei-organica-n-41-2019>
- Maricá (2025). Renda Básica da Cidadania. <https://www.marica.rj.gov.br/programa/renda-basica-de-cidadania/>
- Petrobras. (2025). Royalties e participação especial: os valores distribuídos. <https://comunicabaciadesantos.petrobras.com.br/royalties>
- Pupo, C. G. P. (2022). Finanças solidárias no Brasil : bancos comunitários, moedas locais e a força dos lugares. *Thèse (Doctorat en géographie humaine)*, Université de São Paulo (USP), São Paulo. <https://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/8/8136/tde-15062022-191912/pt-br.php>
- Rigo, A. S. (2014). Moedas sociais e bancos comunitários no Brasil : ações e implicações, teóricas e práticas. *Thèse (doctorat en gestion)*, Université fédérale de Bahia (UFBA), Salvador. <http://repositorio.ufba.br/ri/handle/ri/23908>
- Rigo, A. S. (2020). Challenges of social currency use : a survey on community development banks in Brazil. *International Journal of Community Currency Research - IJCCR*, 24(Winter 2020), 74-85. <http://dx.doi.org/10.15133/j.ijccr.2020.006>
- Rigo, A. S., et França Filho, G. C. (2017). O paradoxo das Palmas: análise do (des)uso da moeda social no “bairro da economia solidária”. *Cad. EBAPE.BR*, 15(1), 169–193. <https://doi.org/10.1590/1679-395141258>
- Rigo, A. S., et Silva Junior, J. T. (2022). Social currencies as public policy instruments : the case of municipal currencies in Brazil. In Proceedings of the 6th Ramics Congress, RAMICS (October 27-29, 2022) - Complementary currency systems bridging

communities, University of National and World Economy, Sofia, Bulgaria.
<https://ramics2022sofia.sciencesconf.org/resource/page/id/13>

Sen, A. (2000). *Development as freedom*. Anchor Books.

Silva Junior, J. T., et Rigo, A. S. (2022). Social utility of solidarity finance : the Brazilian community banks in perspective. *Revista da ABET*, 21(2), 1-16.
<https://periodicos.ufpb.br/index.php/abet/article/view/63903/37136>

Silva Junior, J. T. et Rigo, A. S. (2023). Démocratie délibérative, citoyenneté et participation émancipatrice: la dimension politique de l'économie solidaire. *Connexions*, 118, 125-142. <https://doi.org/10.3917/cnx.118.0125>

Silva, S. P. (2020). The paradigm of solidarity finance in Brazil : characterization, organizational types and their structural dimensions. *Rev. Econ. NE*, 51(1), 141-159.
<https://g20mais20.bnb.gov.br/revista/index.php/ren/article/view/1046>

Silva, S. P., et Pereira, C. A. (2023). Bancos comunitários, moedas sociais e políticas públicas: da experiência pioneira do Banco Palmas (Fortaleza-CE) ao modelo difusor do Banco Mumbuca (Maricá-RJ). *Ipea - Texto para Discussão*, 2843.
<http://dx.doi.org/10.38116/td2843>

Tramansoli, I., et Siqueira, H. (2024). A economia dos royalties do petróleo e os fundos soberanos subnacionais de riqueza: os casos dos municípios de Maricá e Niterói no Estado do Rio de Janeiro. *Espaço e Economia [Online]*, 13(27).
<https://doi.org/10.4000/12gdv>

Waltenberg, F., Abchiche, D., Da Silva, R. C., Costa, R., Freitas, F., Gama, A., Lima, J. P., et Maldonado, J. (2021). Monnaie sociale, revenu de base renforcé et prestations d'urgence aux travailleurs : Analyse préliminaire des politiques innovatrices mises en place à Maricá au Brésil pendant la crise de la COVID-19. Dans B. Boudarbat, H. K. Guermazi, et M. B. O. Ndiaye. (eds.). *COVID-19 : Impacts socio-économiques, politiques de riposte et stratégies de sortie de crise et de résilience économique* (pp. 136-154), Montréal, OFE - Université de Montréal.
https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/OFEUM_Francophonie_Economique_4.pdf

A PROPOS DE LA PUBLICATION

Fondé en 2013 à Séoul, le GSEF – Global Forum for Social and Solidarity Economy – est une organisation mondiale de gouvernements locaux et d'acteurs de la société civile engagés dans la promotion et le développement de l'économie sociale et solidaire. Ses 90 membres, présents dans 35 pays, représentent la diversité des parties prenantes de l'ESS : gouvernements locaux, réseaux d'acteurs, associations, coopératives, mutuelles, fondations, entreprises sociales, universités... Le GSEF accompagne le développement de l'ESS à travers le monde, par le soutien au dialogue entre pouvoirs publics et acteurs de l'ESS pour co-construire des politiques publiques locales contribuant à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et à l'émergence d'écosystèmes favorables à l'ESS.

Les Groupes de travail thématiques du GSEF (GT) ont été votés en Assemblée Générale du 5 mai 2023. Le GT « Impact des politiques publiques d'ESS dans l'atteinte des ODD » réuni une quinzaine de chercheurs de tous les continents. Il est piloté par Marguerite Mendell (Institut Karl Polanyi) et Timothée Duverger (Chair Terr'ESS, Sciences Po Bordeaux) et appuyé par le salarié du Secrétariat Général du GSEF en thèse Cifre.

Dans la continuité des recherches déjà menées par le GSEF en partenariat avec l'UNRISD, qui avaient abouti notamment à la rédaction de lignes directrices en faveur des politiques locales d'ESS, le GT Recherche a lancé, en janvier 2024, un appel à contributions pour recueillir des propositions de *working papers* devant s'intéresser aux trois processus récurrents de l'action publique : l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation. À travers l'analyse de ces processus de construction de politiques publiques d'ESS, il était demandé aux auteurs des travaux (chercheurs comme acteurs de l'ESS) de croiser deux dimensions fondamentales : la contribution de ces politiques locales à l'atteinte des objectifs de développement durable, et les paradoxes liés à l'institutionnalisation de l'ESS.

Un comité de lecture composé des membres du GT a évalué plus de quarante propositions, parmi lesquels les dix-sept *working papers* aujourd'hui publiés sous le titre *Les Politiques locales d'ESS au service de la transition socio-écologique*. Chaque texte est disponible sur le site web du GSEF, en accès libre et gratuit, en version originale (anglais, français ou espagnol) et en anglais. Cette production éditoriale ainsi que les traductions à l'anglais ont été rendues possibles grâce au soutien financier de la Caisse des Dépôts.

Les exemples concrets apportés par ces *working papers* viendront alimenter les programmes de renforcement des capacités des collectivités territoriales et d'accompagnement au développement de politiques publiques favorables à l'ESS.



Global Forum
for Social and Solidarity
Economy

Global organization of local governments
and civil society networks

